Des dispositifs d'évaluation fondés sur la confiance
Colloque 2016 du MCLCM

Témoignage pour les voies générale et technologique : « Entre freins et avancées »
Anne-Marie Romulus, inspectrice générale

Entre freins et avancées, la question de la pratique d'évaluation des élèves impacte d'abord la représentation par le professeur de sa mission professionnelle ; elle dépend également des structures institutionnelles et de la diversité de la demande des élèves et des parents.

Lorsque je réunis les équipes pédagogiques du second cycle et du post-bac en établissement scolaire pour les voies générale et technologique, la question de l'évaluation des élèves fait débat. D'une part les professeurs ne connaissent pas suffisamment les textes réglementaires, et notamment la compétence P5 « *évaluer les progrès et les acquisitions des élèves* » du référentiel des compétences professionnelles des métiers du professorat et de l'éducation (arrêté du 1^{er} juillet 2013), qui exprime pourtant très clairement l'engagement vers de nouvelles pratiques. D'autre part l'évaluation est le plus souvent comprise par les professeurs comme le moteur d'un processus d'orientation individuelle à plusieurs facettes (en déterminant lourdement la voie et la série au lycée, en impactant lourdement le dispositif APB) et comme le vecteur conduisant à la préparation aux épreuves individuelles pour l'obtention des diplômes (par exemple, baccalauréat, BTS etc).

Il est difficile de convaincre certaines équipes du rôle fondamental de l'évaluation comme vecteur de mise en confiance et de construction de l'autonomie chez l'élève, ou comme élément de responsabilisation de l'élève au sein du groupe classe et de la structure scolaire, ou encore comme moyen de détection par l'élève de ses propres compétences, ce qui est fondamental pour la construction de son projet d'études et d'insertion professionnelle. Lorsque je fais valoir que le parcours scolaire d'un élève est déterminé essentiellement par ses performances individuelles en temps limité lors d'évaluations sommatives, ce qui représente une rupture avec l'exigence attendue lors de l'activité professionnelle où l'adulte n'est ni seul ni contraint par une paire d'heures pour s'exprimer, les équipes opposent :

- l'exigence de la préparation aux examens et concours, déclinés en épreuves individuelles en temps limité, le « CCF » concernant la voie professionnelle mais pas les autres voies,
- le manque d'outils institutionnels jusqu'ici permettant d'acter d'autres formes d'évaluation mettant notamment en exergue les compétences dans la formation ; la mise en place du livret scolaire au lycée d'ici 2017 dans les voies générales et technologiques devrait améliorer ce ressenti,
- la trop grande part réservée à l'évaluation du projet en voie technologique au détriment des acquis fondamentaux dans cette voie,
- le doute sur la vertu de l'évaluation du « travail en temps libre ou partagé » (devoir maison, travaux pratiques en binômes), résultant de recherches partagées entre plusieurs élèves ou sources ; le discours du professeur sur le contrat de confiance et de responsabilisation n'est pas encore généralisé,
- le doute sur la vertu de l'auto-évaluation ; ce doute est confirmé par les nombreuses réserves exprimées par les groupes d'élèves que j'ai interrogés à ce sujet,

- la demande forte des parents et des élèves d'une reconnaissance d'un travail individuel et non « dilué » par le travail d'un groupe,
- l'intérêt diversement ressenti par les élèves et les parents d'une explicitation des compétences de formation ; les freins culturel et sémantique sont prégnants,
- la difficulté organisationnelle liée à la mise en place de la « remédiation », qui, pour induire confiance et progrès chez l'élève, doit demander un effort soutenu et convaincu de la part des professeurs ; sans cet effort l'effet opposé peut au contraire être observé, à savoir un manque de confiance de l'élève en direction de l'École,
- le faible partage au sein du milieu enseignant sur ces nouvelles pratiques d'évaluation ; c'est un aspect fondamental pris en compte par les inspecteurs pédagogiques régionaux qui détectent et d'encouragent de plus en plus les travaux sur l'innovation dans le domaine de l'évaluation et qui diffusent les bonnes pratiques.

J'observe toutefois une modification récente conséquente de l'attitude des équipes sur cette question ; le débat est plus ouvert et dans chaque établissement la question émerge sensiblement au-delà de la réunion d'équipe lors du passage de l'inspecteur général ou régional. De nombreux professeurs ont mis en place des pratiques d'apprentissage et d'évaluation différentes, visant à revisiter la posture du professeur vis-à-vis de :

- l'erreur, qui est formatrice, avec remédiation
- la mesure du progrès, avec les évaluations formatives
- la conjugaison des compétences transversales (communication, autonomie, respect, citoyenneté, etc) et pluridisciplinaires (histoire des sciences, arts et sciences etc)
- le travail en projet (rehaussé par les programmes, notamment enseignements d'exploration en seconde, TPE, projet en voie technologique)
- l'activité expérimentale et l'activité documentaire rehaussées par les nouveaux programmes au lycée et dans le post-bac
- la reconnaissance dans l'évaluation des élèves des travaux scientifiques avec les partenaires de l'École (exemple : olympiades, concours C-génial etc)
- l'usage de l'outil numérique, pour un accompagnement personnalisé prenant en compte la diversité du public des élèves, notamment pour des remédiations et des entraînements.

Nous sommes donc au milieu du gué, entre freins et avancées. La formation initiale des professeurs inclut sensiblement cette question en revisitant les pratiques de l'évaluation. Mais la communication entre l'École et les parents d'élèves mérite aussi toute notre attention, afin que les codes de l'évaluation soient compris de tous. Voilà pourquoi je suis convaincue depuis des années que les travaux conduits par le MCLCM ont toute leur importance. J'exprime un grand bravo à André Antibii pour son engagement au service des jeunes.